



Sortie de crises

**TOUR D'HORIZON DU SECTEUR DU
LIVRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE
UN AN APRÈS L'ÉMERGENCE DE LA
PANDÉMIE DE COVID 19**

ET PISTES DE RÉFLEXION POUR UN AVENIR PARTAGÉ



**AGENCE RÉGIONALE
DU LIVRE & DE LA LECTURE
HAUTS-DE-FRANCE**

ÉDITO

Sortir des crises ? Nous essayons de l’imaginer ; non pas en cherchant à enrayer les crises elles-mêmes, sur lesquelles nous avons que peu d’impact et peu de prises, mais en posant le constat de leur réalité, de ce qu’elles bouleversent, détruisent, transforment, pour tenter d’inventer des futurs possibles dans ces circonstances.

Depuis un peu plus d’un an, ces circonstances sont principalement liées à la gestion de l’épidémie de Covid-19 et tout ce qu’elle a mis à jour des autres problématiques actuelles, qu’elle a souvent renforcées. L’analyse de cette situation, et de ses conséquences sur nos vies, individuelles et collectives, est donc importante – et on remercie Tara Lennart, journaliste spécialisée et responsable du site Bookalicious, pour ce travail majeur.

Depuis mars 2020, au sein de l’AR2L, nous avons cherché à accompagner tous les professionnels et bénévoles en lien avec le livre, la lecture et la création pour trouver des solutions immédiates, au cœur de la pandémie. Aujourd’hui, il est temps de reprendre les réflexions et les débats sur un temps plus long, en mettant en discussion collective les conclusions du travail présenté ici – c’est notamment l’objet de l’après-midi du 24 juin, à travers des ateliers de discussions sur l’écologie, la bibliodiversité, les alliances et partenariats, la structuration des actions, et bien d’autres sujets.

Avec l’Assemblée générale du 24 matin, et la discussion du 24 après-midi, cette étude est donc une pierre importante dans cet édifice en construction permanente qu’on appelait avant chaîne du livre, qu’on appelle le plus souvent maintenant écosystème du livre, une appellation qui tient compte de l’environnement professionnel, bénévole, économique, amical, artistique, culturel... Une autre façon d’imaginer ensemble cette maison commune que constitue l’Agence régionale du Livre et de la Lecture en Hauts-de-France.

8

Observations
et remontées à
l'échelle nationale
et régionale

24

Regards à
l'international

30

Sortir de la crise :
repenser les relations,
établir de nouveaux
paradigmes

40

Poser les bases d'une
nouvelle cartographie
du livre : un axe pour
l'avenir ?

Introduction

Le 16 mars 2020, le président de la République annonce le premier confinement en France et ses modalités. À situation inédite, conséquences inédites à l'échelle mondiale. Depuis, nous découvrons tous et toutes de nouveaux impacts de la pandémie de Covid-19 dans nos quotidiens. Les secteurs personnels, professionnels, familiaux, sentimentaux, économiques qui régissent nos vies, subissent des modifications, inédites elles aussi, et se succèdent. Dans un paysage culturel en danger, particulièrement malmené par les temps qui courent, le secteur du livre connaît des bouleversements en cascade depuis la première annulation de Livre Paris, le 1^{er} mars 2020. À l'échelle régionale des Hauts-de-France, 9^e

région française, la chaîne du livre fait face à des tremblements et des changements en résonance avec ceux observés à l'échelle nationale, eux aussi sur la même longueur d'ondes que les problématiques européennes et leur complexité. Éditeurs.trices, auteurs.trices, libraires, organisateurs.trices de manifestations littéraires, bibliothèques, distributeurs, imprimeurs : chaque maillon, chaque métier de la chaîne du livre doit faire face, parfois au péril de sa survie, au « monde d'après ». Un an après le premier confinement, quelques mois après les deuxième et troisième établis selon des modalités différentes, les incertitudes ne se sont pas muées en solutions. Bien au contraire : pour certains secteurs, c'est à partir du second semestre 2021 que les vrais

dangers vont commencer à se matérialiser. Entre stupeur, fragilisation, adaptation, invention et épuisement, les différents métiers de la chaîne du livre dans les Hauts-de-France accusent, chacun d'une manière propre à son activité, l'impact de la pandémie de Covid-19. Initialement déplacée à fin mai, l'édition 2021 de Livre Paris est à son tour annulée, sans surprise, mais non sans conséquences. Devant un paysage bouleversé durablement, dans une situation qui n'est pas acquise (*quid* de nouvelles vagues dues à de nouveaux variants ? De nouveaux confinements stricts ? De nouvelles menaces imprévues ?), la recherche de solutions s'impose, par l'observation et surtout, la concertation. Avec l'adoption d'un plan d'urgence lors de ses séances des 27 mars,

3 et 30 avril 2020 puis d'un plan de relance à l'automne 2020 faisant suite à des concertations rapprochées avec les organismes territoriaux, le Centre national du Livre a répondu présent auprès des auteurs.trices, des librairies francophones à l'étranger, des maisons d'édition indépendantes et des manifestations littéraires. Le CNL a réitéré avec la mise en place, confiée par le ministère de l'Économie et par le ministère de la Culture, d'un plan de relance global pour le secteur du livre. Un an, donc, après ce bouleversement, le secteur commence à établir des bilans, à envisager l'avenir, ou non, pour certaines structures : le leur et celui de toute une chaîne articulée autour de l'interdépendance.



**OBSERVATIONS
ET REMONTÉES
À L'ÉCHELLE
NATIONALE ET
RÉGIONALE**

Après l'onde de choc et l'urgence : l'heure du recul pour la chaîne du livre

Deuxième région urbanisée du territoire français après l'Île-de-France, les Hauts-de-France s'étendent sur 5 départements : Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais et Somme, pour une population de près de 6 millions d'habitants. C'est aussi la plus jeune des provinces. Outre l'Association des Éditeurs des Hauts-de-France et sa soixantaine d'adhérents, on compte au total 144 éditeurs indépendants dans la région, dont 12 ont moins de 3 ans d'existence. Par ailleurs, on dénombre plus de 350 auteurs.trices, 88 libraires indépendants et 103 manifestations littéraires¹. Cependant, la région Hauts-de-France comptabilise également le plus fort taux d'illettrisme de France, avec près de 15 %. L'accès à la culture, l'invention de nouveaux supports de partage, les moyens pour atteindre des personnes en milieu rural, pour casser l'image « classiste » de la littérature, pour faciliter le lien social et contribuer à le retisser sont autant de problématiques complexes où les enjeux culturels et sociaux s'entremêlent. Les répercussions économiques de la pandémie de Covid-19 sur le secteur du livre dans les Hauts-de-France se doublent donc de répercussions sociales propres à ce territoire.

À la brutalité de la situation sanitaire et l'angoisse qui l'accompagne s'est ajoutée l'incertitude économique. Au premier semestre 2021, un an après le premier confinement, les professionnels se reconnaissent comme submergés, usés par cette adaptation et ce stress permanents. Cependant, des grandes tendances se dégagent, métier par métier. Alors que l'impact global s'avère, par sa brutalité, porteur de nombreuses difficultés, des éléments positifs émergent des initiatives prises au fil de ces derniers mois et confirment les tendances qui avaient émergé après le premier confinement. Si elles ont relevé de la survie dans un premier temps, certaines ont le mérite de faire souffler un vent de nouveauté et d'inventivité sur le secteur. Dans la mesure du possible, la chaîne du livre est ici représentée, dans un ordre le plus logique possible. Des auteurs.trices aux manifestations littéraires, les différents maillons sont mis en lumière afin de tenter de cerner leurs enjeux, leur réalité et leur vision de la situation.

1. Chiffres AR2L - Vie littéraire

Auteurs.trices

Il y en a plus de 350 dans les Hauts-de-France, représentant tous les genres littéraires, et apparaissant comme les grand.e.s perdant.e.s de la pandémie, pris.e.s entre plusieurs feux et subissant de plein fouet les différentes restrictions. Fermeture des librairies, annulation des manifestations littéraires et de tous les événements avec du public, difficultés rencontrées par leurs éditeurs.trices, complexité d'obtention d'aides de l'État : si chaque maillon est dépendant du précédent et du suivant dans la chaîne du livre, l'auteur.trice est plus facilement fragilis.e par les mouvements de l'ensemble de la chaîne. Les librairies fermées ? Moins de ventes, donc moins de droits d'auteur. Les maisons d'édition fragilisées ? Des risques de reports ou de décalages de parutions, dans le meilleur des cas. Des manifestations littéraires annulées ? Pas de revenus. Des interventions en milieu scolaire ou ateliers d'écriture annulés ? Pas de revenus non plus. Des aides disponibles ? Encore faut-il répondre aux critères d'éligibilité, ce qui n'est pas le cas de tous et toutes. Dans les Hauts-de-France, 83 % des auteurs.trices ont souffert de l'annulation des festivals littéraires² qui constituent, avec les animations diverses et activités annexes, 80 % de leurs revenus. Autre problématique soulevée par la pandémie : la prospection de structures avec lesquelles collaborer et auprès desquelles

monter des dossiers de subventions. Du côté des aides, l'absence de statut inhérent au métier d'auteur complique la donne. Si, de par leurs activités annexes, près de 65% des auteurs.trices disposent d'un statut (autoentrepreneur, libéral, salarié...), tous et toutes ne rentrent pas pour autant dans les cases des dispositifs d'aide exceptionnelle mis en place par l'État et les régions, ou se sont senties découragé.e.s par la somme des formalités administratives à suivre, ou alors ils.elles savaient déjà que l'irrégularité de leurs revenus rendrait l'obtention d'une aide particulièrement complexe. « Aux conditions matérielles difficiles pour certain.e.s s'ajoute une baisse de créativité et de motivation » souligne Adeline Poivre, chargée de projets Vie littéraire à l'AR2L des Hauts-de-France.

Les problématiques des auteurs.trices sont par ailleurs partagées par les métiers qui gravitent autour de l'écriture, comme la traduction ou la correction. Il n'est pas rare de retrouver les mêmes schémas à l'œuvre : statuts de free-lances, revenus irréguliers, absences de plans d'aides précis. Les correcteurs.trices membres de l'Association des Correcteurs de Langue Française ont observé des retours mitigés de la part de leurs membres. Si la moitié a noté une baisse de chiffre d'affaire par rapport à 2019, l'autre moitié souligne une augmentation des commandes.

2. Chiffres AR2L - Vie Littéraire

En marge de cette incertitude qui plonge les auteurs.trices dans une situation pouvant aller de difficile à dramatique, les initiatives numériques ont permis de reconfigurer l'événement littéraire. Si l'adaptation a demandé un peu de temps, beaucoup d'auteurs.trices peuvent désormais à nouveau compter sur le maintien d'événements pensés pour avoir lieu dans la période actuelle et profiter des compétences numériques acquises. Plusieurs manifestations annulées ont par ailleurs tenu à rémunérer les participant.e.s initialement invité.e.s. Individuellement, l'inventivité et la recherche de nouvelles prestations et manières de rencontrer le public, comme la création d'ateliers d'écriture et de rencontres individuelles en ligne ont mené auteurs

et autrices à prendre un pli qui leur confère une plus grande liberté. Nombreux.ses sont également les professionnel.le.s à souligner l'entraide avec leur éditeur.trice et la volonté de maintenir les projets commandés ou d'en commander de nouveaux. Les infrastructures des régions ont également joué un rôle important dans le maintien d'une partie des revenus des auteurs.trices et dans le soutien de leur activité. L'AR2L Hauts-de-France a ainsi mis en place des mesures d'accompagnement des professionnel.le.s, d'un côté (permanence téléphonique, arrêt de travail rémunéré pour garde d'enfants...) et développé des initiatives à destination du public de l'autre, comme Bibliomobi, élaborée avec la Métropole européenne de Lille. Dispositif gratuit de lecture sur smartphone, l'application a proposé 39 % de textes originaux commandés à des auteurs.trices de la région et 18 % de textes sous droits édités par des maisons d'édition locales. Par ailleurs, la rémunération en droits d'auteur au titre de l'exploitation des œuvres publiées à compte d'éditeur, fait partie des mesures clés. « Nous avons également mis en place des formations destinées aux auteurs.trices et qui étaient axées sur l'existence numérique : création de site, de compte Instagram, démarchage en ligne... Nous accompagnons les auteurs.trices dans cette mise à niveau », explique Adeline Poivre. La dernière édition des rencontres professionnelles de Livre Express Régional était d'ailleurs focalisée sur la situation des auteurs.trices de la région afin de leur donner de la visibilité.

Éditeurs.trices indépendant.e.s

Fortement implantées dans les régions à l'échelle nationale, et particulièrement représentées dans les Hauts-de-France, les maisons d'édition indépendantes subissent la crise de plein fouet. Avec d'un côté la fermeture des librairies et l'annulation ou le report des manifestations, ce sont leurs deux espaces de vente et de contact avec le public qui disparaissent. Dans les Hauts-de-France, le chiffre d'affaires moyen de ces petites et moyennes structures tourne, avec de fortes disparités, autour de 80 000 € et les chiffres laissent présager de grosses difficultés sur les mois à venir. Une enquête menée par l'Association des Éditeurs des Hauts-de-France auprès de ses adhérents annonce, en 2020, une baisse de 40 % du chiffre d'affaires cumulé. Un coup dur que la réouverture des librairies n'aura pas permis d'équilibrer : 42 % de baisse de chiffre d'affaires entre juin et novembre 2020.

Sur le plan national, un fonds de 5 millions d'euros

a été mis en place au niveau du CNL et des DRAC, pour soutenir financièrement les maisons d'édition réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros. Cependant, dans la réalité, Dominique Tourte, président de l'Association des Éditeurs des Hauts-de-France, précise que « si les dispositifs génériques ont été établis par l'État, le principal de l'aide a été apportée par la Région. » Les éditeurs.trices des Hauts-de-France reconnaissent la part jouée par les aides dans le maintien de leur activité : près de 56 % ne se considèrent pas en danger malgré la situation. Cependant, près de 17 % reconnaissent être immédiatement menacés, 22,2 % l'être à moyen terme et 5,5 % ne savent pas encore. C'est donc à peine un peu plus de la moitié du secteur de l'édition indépendante interrogée dans les Hauts-de-France qui s'en sort, quand l'autre moitié se sent en danger, à l'image de leurs semblables d'autres régions. Des chiffres qui se comprennent aisément quand 4 éditeurs.trices

sur 10 accusent des pertes de 50 à 75 % de chiffre d'affaires. Cependant, les plus petites maisons, souvent structurées sous un statut associatif, n'ont pas pu accéder facilement aux aides ou au fonds de solidarité, en raison de conditions inadaptées à leur modèle (raison sociale, fonctionnement, ou encore le fait qu'elles ne comptent pas de salariés)³.

En dehors de l'aspect financier, particulièrement important, c'est l'aspect éditorial propre au métier d'éditeur.trice qui s'est retrouvé en péril. Beaucoup ont dû faire le choix de reporter leurs publications (6 sur 10 dans les Hauts-de-France, 18 % à l'échelle nationale), voire de les annuler pour certain.es. C'est donc toute la logique interne d'une maison d'édition, ses perspectives, son développement, sa croissance qui sont menacés, à très court terme pour ces éditeurs.trices. L'édition indépendante fonctionne en flux tendu, les recettes du dernier titre publié permettant de financer la sortie du suivant. Une rupture des ventes casse donc très rapidement la dynamique d'une maison, en plus

de compliquer les relations avec les auteurs.trices et les différents intervenant.e.s sur un livre. Pour Vincent Lahoche, chargé de projets pour l'Économie du livre à l'AR2L des Hauts-de-France, « dans un monde où 80 % du CA est réalisé par 5 % de la production, ce sont surtout les éditeurs indépendants qui vont pâtir des moins 11 % de nouveautés sur 2020. Il y a un véritable besoin de formation, de professionnalisation du secteur. Des aides de l'État et de la région sont d'ailleurs allouées à la modernisation des structures et devraient permettre d'apporter un nouveau souffle ». Autre point noir pour les éditeurs.trices : les difficultés rencontrées par la librairie poussent de nombreux points de vente à privilégier les titres « sûrs », édités par des maisons importantes et assurés de trouver facilement leur public, à l'image du Goncourt 2020, qui a dépassé les 800 000 exemplaires. Le travail de mise en avant d'éditeurs indépendants moins connus des lecteurs, risque de s'étioler au profit de sélections dont la vente est assurée.

3. Rapport FILL : Le livre face à la pandémie

Il n'est pas rare de lire ou d'entendre que l'édition a besoin de se « réinventer », vaste concept qui ne prend pas nécessairement de forme concrète. Si de nombreux acteurs.trices du livre plaçaient de forts espoirs dans une baisse de la production de titres comme premier élément de réinvention, leurs attentes sont globalement restées en suspens, à part dans des structures déjà attachées à produire peu et bien. Au premier confinement, une véritable politique d'urgence a été menée par de nombreuses maisons, les conduisant à rechercher de nouvelles manières de toucher leur public, de faire découvrir leur fond de catalogue, de susciter l'intérêt dans une période particulière. Publication d'extraits en ligne, numérisation de titres, lecture de textes, mise à disposition de livres gratuits, conseils de lecture ont émergé sur les réseaux sociaux et à travers des newsletters dédiées, plaçant le numérique au cœur des outils et des solutions, au moins pour pallier l'urgence devant le désert culturel qui s'est profilé en mars 2020.

Ils sont deux, spécialisés dans le roman graphique et la bande dessinée, genres qui ont vu leurs ventes augmenter de 9 % en 2020 sur le secteur soit plus de 50 millions de titres achetés. Ankama et Inukshuk, deux structures de tailles très différentes installées dans les Hauts-de-France, prennent la parole et explicitent leur année, leur politique éditoriale et économique devant une situation inédite.

Fondées en 2006 et indépendantes, les éditions Ankama publient en général 35 à 40 titres par an. L'arrêt total de la chaîne du livre et la fermeture des librairies lors du premier confinement ont incité la maison à décaler une quinzaine de titres et à se concentrer sur des sorties qui pourraient être pleinement défendues auprès des libraires et du lectorat. Une politique qui a fait ses preuves puisque la maison d'édition a terminé 2020 avec un chiffre d'affaires positif et en croissance, se félicitent Élise Storme et Charlotte Raimond, éditrices.

« Nous n'avons pas eu besoin de faire appel aux aides de l'État. En dehors de notre politique de publication et de notre adaptation à la situation, c'est notre blockbuster *Carbone et Silicium* de Mathieu Bablet, qui nous tire vers le haut cette année », précise Élise Storme.

Par ailleurs, l'exploitation des plateformes numériques et le développement des événements en ligne, principalement les rencontres d'artistes et les performances live, faisant déjà partie de l'univers des illustrateurs et illustratrices signés.e.s chez Ankama, l'entretien de la communauté de lecteurs et lectrices par ce biais s'est donc fait naturellement. Le travail dans la bande dessinée et le manga étant assez solitaire, la plupart des illustrateurs et illustratrices entretiennent déjà un lien privilégié avec leur public, notamment via des live (Facebook, Twitch...). « Du côté des libraires, le fait de les « rencontrer » via Zoom ou Teams nous a également permis d'échanger plus longuement et de prendre plus de temps pour présenter notre fond de catalogue ou défendre nos titres », expliquent Élise et Charlotte. « Il y avait plus de fluidité

et de facilité dans nos échanges ». Pour Ankama, l'arrêt des salons et des conventions les a privés de l'échange avec leur lectorat et de ce partage d'univers caractéristique, mais n'a pas pesé dans la balance des ventes. « Les événements sont très coûteux pour nous, il est rare que nous rentrions dans nos frais compte tenu de la manière dont nous concevons nos stands » explique Charlotte Raimond.

Chez Inukshuk, maison lancée en 2018, la politique est autre, relative à sa taille et sa ligne éditoriale qui va de la SF aux aventures d'un chaton. Philippe Zytka, fondateur et éditeur, lui-même auteur et scénariste de BD, a choisi un modèle léger pour son entreprise concentrée sur la traduction et la publication de titres inédits en France d'auteurs des Balkans : 3 à 5 livres par an appuyés sur des financements participatifs, auto-diffusés, avec 16 % de rémunération pour les auteurs et un fort accent mis sur la rencontre, la valorisation du travail des illustrateurs. Par ailleurs membre de l'Association des Éditeurs des Hauts-de-France, Inukshuk mène une réflexion de fond sur le fonctionnement même d'une maison d'édition. Ainsi, le refus du pilon ou l'élaboration de contrats plus souples et avantageux pour les auteurs font partie des points mis en perspectives et questionnés par Inukshuk. Pour cette maison, l'arrêt des salons signifie la perte de 90 % du chiffre d'affaires. « C'est un espace de rencontre du public, mais surtout de vente », précise Philippe Zytka. « Si ma maison n'a pas fermé en 2020, c'est grâce aux aides de l'État qui m'ont permis de couvrir les frais de fonctionnement. Mais la reprise nette se fait attendre et n'a de cesse d'être repoussée. Au premier confinement, on nous a annoncé une reprise à l'été, puis à l'automne, puis en janvier, puis en mai, et là en octobre ». Au vu de la situation actuelle, qui diffère mais ne s'oriente pas nécessairement vers un franc déblocage, 2021 s'annonce plus compliqué que 2020. « J'ai prévu de sortir un seul titre en 2021, en octobre, pour avoir des chances de le défendre comme il se doit. C'est la moindre des choses vis-à-vis de mes auteurs et de mes lecteurs et lectrices. »

Imprimerie

En France, l'imprimerie est considérée comme un secteur industriel et non culturel. Le livre ne représente d'ailleurs que 6 % du CA total de l'imprimerie de laur et 7 % de la consommation de papier. Avec plus de 200 imprimeries implantées dans les Hauts-de-France, le secteur des imprimeurs de livres a, selon les données de l'UNIIC, l'Union Nationale des Industries de l'Impression et de la Communication, connu un certain nombre de difficultés sur différents plans : modèle économique, production, dialogue social, politique RH. Pour Pascal Bovero, délégué général de l'UNIIC, il est important de rappeler que, dans la chaîne du livre, « la rémunération des imprimeurs est à peu près équivalente à celle des auteurs ». Un pourcentage très faible, donc, et une nécessité absolue qui en découle : recréer de la valeur à l'intérieur même des territoires français.

L'imprimerie française et *a fortiori* régionale pâtit pleinement de la délocalisation, dans des pays européens, mais également en Asie du Sud-Est, notamment en Chine. Dans le contexte actuel, la question du lieu d'impression, de ses coûts financiers mais également écologiques, se pose plus que jamais, sans oublier celle de la valorisation des compétences. Si la crise sanitaire a mis en lumière l'importance et la valeur des circuits courts, sur des plans écologiques, économiques, sociaux, les imprimeurs apparaissent comme les grands oubliés des plans d'urgence et de relance. Selon le Rapport Regards 2020 de l'IDEP (Institut de Développement et d'Expertise Plurimédia), ils n'ont bénéficié d'aucune mesure d'accompagnement particulière alors qu'ils ont subi de plein fouet l'arrêt de la production due à la suspension de la vente de livres.

POINTS POSTIFS

Pour Pascal Bovero, « la crise sanitaire fait apparaître un besoin de décloisonnement du secteur de l'imprimerie. Il y a des solutions à proposer, des préconisations, comme la valorisation de l'impression à la demande pour les petit.e.s et moyen.ne.s éditeurs.trices, comme un accompagnement technique, ou encore la création d'un véritable écosystème qui bénéficierait aux maisons d'édition et aux imprimeurs de manière conjointe ». Mutualisation, relocalisation, préservation des savoir-faire : les plans d'action sont clairement identifiés et pourraient permettre de redonner ses lettres de noblesse aux éditeurs.trices de livre, tout en créant un segment territorial fort du côté des industriels de l'imprimerie. En ce sens, l'APLC « Atelier Partagé du Livre Complexe », initiative lancée conjointement par l'UNIIC et l'IDEP, propose de réfléchir à des pistes pour rapatrier en France des travaux aujourd'hui disparus car délocalisés à moindres frais. L'objectif de cet atelier est de pouvoir traiter de manière mutualisée les travaux sur les livres destinés à la jeunesse pour lesquels aucun outil n'existe en France. Face aux politiques agressives des concurrents étrangers, cette proposition vise à renforcer l'attractivité des imprimeurs français et d'éviter l'érosion des parts de marché. Sont concernés dans un premier temps les livres tout carton, avec ou sans couverture cartonnée, découpés silhouettés, avec autocollants, avec couture Singer, ou encore avec ajouts d'éléments complémentaires et/ou mobiles simples. Dans ce cas de figure particulier, c'est la concertation et la présence active d'éditeurs.trices du livre jeunesse au comité de pilotage qui ont permis de dégager des lignes de force pour la création d'un atelier.

Distribution

La distribution est l'un des maillons les moins visibles, et comme les autres, il est indispensable au fonctionnement de l'ensemble de la chaîne du livre. L'impact de la crise sanitaire n'a pas plus épargné ce secteur que les autres et Boris Vanhelst, ancien libraire désormais représentant pour, entre autres, l'École des Loisirs, dresse un portrait en demi-teinte de la période. D'un côté, il y a les observations directement liées à la mécanique entre les libraires, les éditeurs.trices et les représentant.e.s, de l'autre, il y a l'aspect humain, plus que mis à mal dans la période actuelle et indissociable de l'exercice de ce métier. Avec plus de 20 ans d'expérience et un portefeuille de plus de 100 librairies disséminé.e.s au nord de Paris, Boris Vanhelst définit son métier comme « hyper connecté ». Lien entre éditeurs.trices et libraires, porte-parole des un.e.s auprès des autres, il a également vu la chaîne se mettre à l'arrêt, les reports se profiler et l'inquiétude émerger. Comment maintenir l'attention des libraires, les relais entre les éditeurs.trices et les lecteurs.trices, pendant une telle période ? Comment conserver un lien de confiance tissé au fil d'échanges, parfois sur plusieurs années ? Boris Vanhelst explique : « Nous avons, avant la pandémie, créé un groupe Facebook privé

avec environ 700 libraires. Il ne s'agit pas d'un groupe de promotion des titres de l'École des Loisirs, par exemple, mais plutôt d'un espace de réflexion, de connexion entre nous. Nous publions des photos, des extraits de livres, des concours, des bonnes pratiques, des avis, des anecdotes mais nous ne travaillons pas les nouveautés ». Avec le premier confinement, le groupe est devenu un moyen de rester en lien alors que le lien habituel n'était plus possible. Aujourd'hui, le groupe existe toujours et Boris a repris la route à son ancien rythme, à quelques nuances près : « Si je fais mes 1 000 km habituels par semaine, mon agenda est bouleversé. Les libraires sont submergé.e.s et fatigué.e.s, ce n'est plus possible d'arriver à organiser des tournées pour rouler le moins possible. Et par ailleurs, ne plus avoir les espaces d'échange autour d'un déjeuner, ne plus avoir ces à-côté, ça change beaucoup la tonalité de nos relations ». Si le tout numérique a permis de réaliser des présentations efficaces et de conserver l'attention des libraires sur l'actualité de la maison qu'il représente, Boris Vanhelst reste mesuré sur son utilisation systématique : « Je connais les libraires, leurs goûts, leurs attentes, et avec la pandémie, l'humain est profondément mis à mal. »

POINTS POSTIFS

« On ne s'est jamais posé la question du distanciel avant cette crise. Je parcours plus de 50 000 km par an pour aller dire à des libraires ce que j'aime. Peut-être y aurait-il un juste équilibre à trouver ? » questionne Boris. Au milieu des difficultés générées par la crise du Covid, un questionnement émerge dans l'ensemble de la chaîne du livre : comment optimiser la pratique de son métier, la coordonner aux autres maillons, la penser de manière plus écologique, moins éprouvante, aussi ? Si le numérique permet de développer des solutions de secours, de conserver un lien lorsque l'humain est malmené, il n'est pas, pour Boris Vanhelst, une pleine alternative. « Sur ce point également, il y a des choses à réfléchir, entre nous, représentant.e.s, mais également avec les éditeurs.trices et les libraires. La crise oblige à regarder ces problématiques en face et à s'interroger de manière collective. »

Librairies

Commerce de proximité à faible taux de rentabilité (car faible taux de marge) et avec une trésorerie tendue, la librairie s'est retrouvée sous les projecteurs au fil des confinements et de sa fonction, considérée dans un premier temps par l'État comme « non essentielle ». Passé le choc de l'arrêté de fermeture le 14 mars 2020, et la menace pour leur activité que représente une telle mesure - surtout compte tenu de la lourdeur administrative d'une librairie - le secteur annonce, dans la région, un bilan autour de +5, tandis que la moyenne nationale s'affiche à -4, avec des vertiges à -10 pour les structures les plus importantes. Si certaines ont enregistré de beaux scores de fréquentation, d'autres ont été boudées par les lecteurs en raison de leur taille et des risques de fréquentation élevés, et une majorité d'entre elles a dû faire face à des frais conséquents pour garantir l'ouverture des rayons et la mise en place du *click and collect*, par exemple. Ce sont donc les petites et moyennes structures qui ont majoritairement bénéficié de l'augmentation des actes d'achats observée au cours de l'année 2020, mais pas sur tous les rayons, les plus plébiscités étant la BD, le pratique et la littérature générale. Autre particularité du secteur, l'identification rapide des dangers qui l'ont menacé (baisse de CA, lourdeur des baux, danger des charges différées...) et la réactivité de son syndicat, permettant ensuite un déblocage rapide d'aides publiques : fin 2020, le fonds de soutien mis en place par le Centre national du Livre s'élève à 25 millions d'euros. Libr'Aire, Association des libraires indépendants de la région Hauts-de-France, a compris immédiatement la gravité de la situation et a mis en place, dès la fermeture nationale des librairies, un observatoire des ventes auprès de ses membres et a effectué

un point de situation régulier pendant le premier confinement. L'association, qui s'est fixé, entre autres objectifs, la défense et la promotion de la librairie indépendante et ainsi le renforcement de la lecture dans un souci de maillage territorial, ne s'est pas laissé dépasser par l'effet de sidération généralisée devant l'arrêt de la chaîne du livre. Nolwenn Vandestien, coordinatrice de l'association explique comment « une machine s'est mise immédiatement en route. Nous travaillons de concert avec les petites et moyennes librairies, et devant la situation, nous avons élaboré un algorithme avec un comptable afin de calculer les besoins en trésorerie jusqu'à la réouverture annoncée ». Une démarche inédite qui s'est poursuivie à l'échelle nationale et a pesé lourd dans la balance des négociations d'aides avec le CNL qui annonçait son plan de relance le 3 avril 2020. Évaluation des charges fixes, projections, tableaux ont notamment permis le report d'échéances demandé par le Syndicat Français de la Librairie (SFL). Ainsi, Libr'Aire apparaît comme l'organisme qui s'est placé au plus près des libraires dans les Hauts-de-France afin de fournir la matière chiffrée sur la réalité de ce maillon aux instances concernées. Dans les Hauts-de-France, le chiffre d'affaires moyen d'une librairie indépendante se situe autour de 350 000€, et la région compte de grosses structures, comme Cuffay, à Abbeville, 4^e librairie de France, la Grand Librairie, à Arras ou encore Martelle à Amiens.

Anciennement relation libraire pour de nombreuses maisons indépendantes avant d'être nommé directeur commercial, Julien Delorme a observé plusieurs tendances se dessiner au sein de la librairie, notamment avec une période de remise en question et de recherche de sens lors

du premier confinement : « Le premier a permis, passés l'angoisse et le choc de la fermeture, de rattraper des lectures et a incité beaucoup de libraires à se pencher sur le fond de catalogue de nombreuses maisons, notamment des petites et moyennes structures. Beaucoup se sont également posé des questions sur le sens de leur métier et ont énoncé ne pas vouloir continuer sur les mêmes bases après la pandémie. » Un temps suspendu qui n'a été que de courte durée face au matraquage des grosses maisons d'édition et la saturation du paysage éditorial avec, par exemple, autant de livres publiés en janvier qu'en septembre (à 15 titres près). « Si l'on regarde : premier confinement, lectures et commandes de la rentrée de septembre, reconfinement, période de Noël et rentrée de janvier se sont succédés sans temps de repos, dans une adaptation permanente et une urgence vitale pour certaines structures. Comment rester motivé, disponible et en lien avec

la démarche militante inhérente à beaucoup de structures si la logique capitaliste doublée d'une urgence économique ne laisse aucun répit ? Comment s'adapter si l'on a le sentiment d'être utilisé ? »

Des disparités et des sons de cloche dissonants se font entendre selon les régions et selon les structures : quand certaines librairies se sont réjouies des aides apportées, d'autres alertent sur les dangers que peuvent représenter la contraction d'un nouvel emprunt, même facilité, dans une situation aussi incertaine. Comme les auteurs.trices et les éditeurs.trices, les annulations et reports de manifestations littéraires ont fortement touché les libraires, apportant une nouvelle inconnue dans le paysage. Cependant, pour Vincent Lahoche, « C'est la petite édition qui est menacée, moins directement la librairie ». Ainsi, à Lille, Valenciennes et Roubaix, des librairies se sont même ouvertes en 2020.

POINTS POSTIFS

Dans son ensemble, le secteur de la librairie bénéficie d'un fort capital de sympathie de la part des amateurs.trices de livres donc des consommateurs.trices. Les mobilisations en soutien à ces commerces ont été multiples, suivies, et ont abouti à l'augmentation du panier moyen du côté client.e.s, qui ont plébiscité le circuit court au lieu de se rabattre sur la vente en ligne. Côté libraires, on pointe l'importance de l'adaptation, notamment avec des solutions type *click and collect*, même artisanales lorsque les structures ne possédaient pas de catalogue de vente en ligne. On pointe aussi l'importance de la communication, de l'investissement des réseaux sociaux pour s'adresser plus directement aux client.e.s et les inciter à conserver un lien social via la librairie. Le pouvoir des libraires est apparu comme considérable et primordial au sein de la chaîne du livre. Néanmoins, la question de l'utilisation de ce pouvoir face aux grands groupes et à leur politique agressive ainsi que la manière dont il peut faire pencher les tendances au sein de la chaîne du livre reste encore en suspens.

Bibliothèques et médiathèques

Premier réseau culturel dans les territoires, les bibliothèques publiques ont fermé leurs portes le 14 mars et ont vu leurs événements annulés jusqu'au mois de septembre 2020, au mieux. Les 25 et 26 mars 2020, soit une dizaine de jours après l'annonce du premier confinement, le ministère de la Culture commandait une enquête flash : « Covid-19 : quel impact sur l'offre numérique des bibliothèques territoriales ? ». Ainsi, 68 % des établissements interrogés constatent une augmentation de l'usage de leurs ressources numériques. Cependant, à l'échelle des Hauts-de-France, Hélène Hochart, directrice des médiathèques d'Abbeville, apporte un certain nombre de nuances. Les médiathèques Robert Mallet et Jacques Darras observent 20 % d'inscrits en moins sur l'année 2020 et 40 % d'emprunts en moins par rapport à 2019. Si le nombre d'inscrits aux ressources numériques a plus que doublé, c'est la fonction sociale de la médiathèque qui s'est retrouvée mise à mal. En effet, l'établissement, qui propose des ateliers

gratuits de familiarisation avec les mots et les chiffres (lecture, écriture, calcul) ainsi que des cours de FLE pour les personnes récemment arrivées en France, se trouve être au cœur du lien social de la ville. « Certain.e.s de nos adhérent.e.s n'ont pas d'ordinateur chez eux, ou savent s'en servir *a minima*. D'autres n'ont pas les moyens de payer une connexion internet », explique Hélène Hochart. « Il faut déjà être favorisé.e socialement pour se tourner vers le numérique ». Une nuance qui permet de s'interroger sur des conséquences sociales difficilement visibles sur le moment de cette crise : en dehors des chiffres d'inscriptions et d'emprunts qui baissent, comment mesurer l'isolement culturel et social qui menace tout un pan de la population française ? Comment garantir l'accès à la culture lorsque les schémas habituels de circulation sont menacés ? Geste simple, pratique, économique, convivial pour certains, l'emprunt en bibliothèque revêt un caractère de nécessité pour d'autres.

POINTS POSTIFS

À Abbeville, certaines bibliothèques se sont montrées particulièrement inventives afin de conserver le lien avec leurs publics. La motivation et le désir de transmettre a vite repris le dessus avec des lectures en extérieur dans différents quartiers, à vélo ou dans les parcs, toujours dans le plus grand respect des normes sanitaires en vigueur. Depuis décembre 2020, les deux sites sont ouverts aux horaires habituels et observent une reprise normale de la fréquentation après une nouvelle baisse lors du deuxième confinement (alors que les médiathèques étaient ouvertes) où l'imprécision des directives gouvernementales et les nombreuses contradictions énoncées sur le plan des normes ont semé la confusion auprès des inscrit.e.s. À partir de janvier 2021, des ateliers et rencontres ont à nouveau été proposés dans les établissements scolaires, 110 ont été réalisés sur le premier trimestre, permettant de toucher 48 groupes. « Nous avons édité notre plaquette d'événements pour septembre 2021 comme si de rien était », déclare Hélène Hochart, « nous avons su nous adapter une fois, nous saurons nous adapter une nouvelle fois si besoin. » À Creil, la bibliothèque a été revue selon les normes du dispositif « Tiers Lieu », c'est à dire lieu de vie avec une vocation sociale affirmée, selon les orientations du ministère de la Culture et le soutien de la DRAC. Répartis sur 2 300m², des espaces confortables et spacieux sont dédiés à la consultation, mais également à la discussion afin de favoriser le

partage et les rencontres. Si de nombreuses initiatives autour du numérique ont également lieu dans cette médiathèque, le succès des événements et ateliers en présentiel n'est pas remis en question. Des démarches comme le prêt de tablettes ou encore des ateliers « réalité augmentée » pour les petits existent mais ne sont pas rentrées dans les pratiques quotidiennes des adhérent.e.s, profondément attaché.e.s, sans limite d'âge, à la magie du papier et de l'humain à travers des ateliers pensés selon les normes sanitaires, mais bien physiques.

Focus bibliothèques en milieu pénitentiaire

Les bibliothèques pénitentiaires pourraient servir d'exemple afin d'illustrer l'importance du livre comme vecteur de lien social, et sa fragilité devant les mesures prises afin de lutter contre la pandémie. Florence Flamme, chargée de mission Lecture publique et lutte contre l'illettrisme à l'AR2L, pointe, par le travail méticuleux qu'elle mène, l'importance des bibliothèques au sein des établissements pénitentiaires. Les Hauts-de-France en comptent 17, dont un pour mineurs, et un total de 25 espaces de lecture : une bibliothèque centrale ou une (ou plusieurs) bibliothèque de quartier, ou encore des points de lecture. Espaces de convivialité et de socialisation, les lieux de lecture permettent également de lutter contre l'illettrisme (observé chez 5 à 30 % des détenu.e.s) et l'analphabétisation (observée chez 6 à 20 % des détenu.e.s). Afin de cerner au mieux les difficultés et de proposer un accompagnement juste, un repérage est proposé à l'arrivée de chaque détenu.e. Si la pandémie n'a épargné aucun milieu, les détenu.e.s ont été particulièrement touché.e.s, par le virus en lui-même, mais également par les mesures de restrictions qui ne revêtent pas la même dimension pour tout le monde. Si les publics incarcérés sont définis, par les règles pénitentiaires européennes et par le Manifeste de l'Unesco et la Charte des Bibliothèques, comme faisant partie de la population à desservir par les bibliothèques, la fermeture générale de ces lieux n'a pas épargné la prison. « Nous effectuons un travail de terrain, centre par centre, lieu par lieu, afin d'inciter les publics à se rendre à la bibliothèque. En temps normal, nous développons, avec la Lecture publique, des activités, des rencontres et nous travaillons avec des professionnels », explique Florence Flamme. « Avec le Covid, tout a été suspendu, et certains publics ne peuvent pas s'accommoder d'une rupture de lien social ».

Manifestations littéraires

En 2020, sur 103 manifestations littéraires – correspondant à 262 jours d’animation – prévues dans la région Hauts-de-France, 41 ont été annulées ou reportées. Lorsqu’un événement littéraire doit faire face à ce genre de situation, c’est tout un écosystème qui est affecté, en plus des équipes et de la structure organisatrice : libraires présent.e.s sur l’événement, éditeurs.trices exposant.e.s, auteurs.trices intervenant.e.s, mais également modérateurs.trices, lecteurs.trices, jusqu’aux commerçant.e.s situé.e.s en marge du salon, qui réalisent un chiffre d’affaires non négligeable à l’occasion de ces réunions. De taille et fréquentation variées, les événements sondés attirent 2 738 personnes en moyenne (selon une fourchette de 100 à 25 000 visiteurs) pour un total de 87 618 visiteurs. Ce sont généralement les subventions publiques, CNL, Sofia et les aides de la région qui ont permis aux événements de payer les interventions, mais l’inquiétude demeure du côté des partenariats privés.

L’une des autres sources d’inquiétude dans la région Haut-de-France se tient également dans le rôle social que joue un événement littéraire. Sylvianne Leonetti, fondatrice et directrice, entre autres fonctions, de La Ville aux Livres, festival de littérature et de bande-dessinée qui se tient habituellement à Creil en novembre depuis 35 ans, insiste sur le rôle essentiel de ces manifestations. « Nous avons un faisceau de problématiques dans la région : l’aspect culturel est étroitement lié aux questions sociales et économiques. Il y a 70 nationalités à Creil, et des niveaux de revenus très différents, beaucoup d’inégalités. Notre rôle, en tant que manifestation culturelle, est de fédérer. D’aller vers les individus et de leur apporter une culture qui leur parle. » Reconnu par le CNL pour

la qualité de sa programmation et de ses débats, et porté par les élus locaux, le festival La Ville aux Livres a muté afin de pouvoir continuer à proposer une programmation éclectique, riche et diversifiée. Comment ? « En éclatant les événements et en les intégrant à la vie de la médiathèque », déclare Sylvianne Leonetti, qui a créé l’événement et continue de le faire vivre. « Il était impensable, compte tenu du travail que nous menons pour tous les publics, de l’annuler et de couper ce lien. Nous avons donc revu l’organisation afin que les événements prévus lors du festival aient bien lieu, mais de manière éclatée tout au long de l’année à la médiathèque [qu’elle a dirigée avant de prendre sa retraite - NDLR]. Nous développons des activités multiples, souvent hors-les-murs, pour tous les âges, tous les profils, il fallait conserver cette dynamique, encore plus dans la période actuelle. » Avec habituellement plus de 15 000 visiteurs venus, certes, de l’agglomération creilloise et des 11 villes qui la composent, mais aussi de l’ensemble du département, de la région parisienne et de Belgique, La Ville aux Livres se module sur un modèle inédit.

Autre exemple avec Littérature etc., festival lillois mettant nettement en avant des artistes singuliers, des voix qui questionnent le rapport à la création et au monde qui nous voit évoluer. L’édition 2020 a eu la particularité d’être la dernière manifestation autorisée avant le deuxième confinement et de s’être tenue avec un couvre-feu à 20 heures. « Nous avons eu l’autorisation de la préfecture la veille du jour J. », raconte Aurélie Olivier, sa fondatrice et directrice de l’association. « Habituellement nous avons 2 000 personnes sur le week-end. Avec le protocole sanitaire inédit, nous avons dû procéder avec des listes d’attente, des jauges, des distances

et nous avons réussi à fédérer le maximum de public autorisé, soit 1 000 personnes. » Véritable casse-tête sur le plan de l'organisation, la situation sanitaire demande depuis 2020 un sens de l'adaptation inédit et souvent épuisant : « On ne sait pas si l'un des multiples scénarios imaginés va avoir lieu, au final. Il faut ajouter le cas des artistes étrangers, qui ne peuvent pas voyager, la question des artistes qui ont attrapé le Covid ou sont cas-contact, la conception d'ateliers où les participant.e.s sont masqué.e.s... C'est

complexe ! » reconnaît Aurélie Olivier, qui rebondit néanmoins sur une note de fond : « Et la question écologique, dans tout ça ? Un déplacement pour une seule rencontre, quel en est le sens ? Pourquoi ne pas en profiter pour réfléchir à s'organiser en collectifs, avec d'autres événements, par exemple ? Pourquoi ne pas chercher à exploiter certains aspects du numérique qui deviendrait alors un complément et non plus un palliatif ? Les pistes sont nombreuses ! »

POINTS POSTIFS

Devant l'alternative de report ou d'annulation, certains événements se sont réinventés, comme Colères du Présent, à Arras, qui a fait le pari de maintenir son édition 2020 en transformant, à la dernière minute, le salon en événement 100 % numérique. Débats, conférences, contenus artistiques créés sur-mesure : le salon s'est métamorphosé en un temps record pour proposer le contenu de son édition sur les différents canaux web de diffusion (YouTube, Twitch, Facebook, Instagram). Bilan ? 270 000 spectateurs et une reconnaissance nationale par la Sofia, qui a remis à l'association son Grand Prix de l'innovation. Devant les restrictions sanitaires mises en place, la seule solution se trouvait dans la conception et l'organisation d'événements en ligne, avec une programmation pré-enregistrée et disponible sur le site. Au fil de l'évolution de la situation, d'autres festivals se sont également adaptés : Les Rendez-vous de la BD d'Amiens avec la création et la distribution d'une revue à près de 100 000 exemplaires afin de faire découvrir aux habitant.e.s d'Amiens le travail des invité.e.s initialement programmé.e.s : « L'idée d'un journal physique s'est imposée naturellement », explique l'équipe de programmation, « Nous y avons d'abord vu le moyen de passer une commande aux invité.e.s de l'édition 2020 et de pouvoir ainsi maintenir la rémunération initialement prévue ». Par ailleurs, le médium de la BD étant naturellement propice à la vidéo et à l'image, un certain type de contenu a pu être créé spécifiquement pour le web, avec des participations filmées de type cours de dessin, interview dessinée ou encore une webTV live. Bilan ? « Très positif ! L'équipe a su réagir rapidement et se projeter vers l'avenir, faisant ainsi preuve d'une incroyable capacité d'adaptation ».

Sur un autre modèle, le Salon du Livre d'Abbeville a décliné sa dernière édition en petits événements disséminés afin de répondre aux normes en vigueur. Pour Adeline Poivre, « Les pouvoirs publics ont pris pleinement conscience de l'importance des événements littéraires ». Si au quotidien, le numérique présente des inconvénients et rencontre parfois des limites sociales, il apparaît que le foisonnement actuel des recherches et explorations de pistes pour atteindre un public passe nécessairement par ce biais. Événement après événement, une réflexion et une recherche d'équilibre entre présentiel aménagé et numérique dosé apparaît à travers des initiatives développées par les programmeurs d'événements littéraires.

Les institutions : CNL, DRAC, Région...

Loin de tout discours ou de toute orientation politique, la situation sans précédent qu'a connue la chaîne du livre aurait pu être bien pire sans le soutien rapide des pouvoirs publics. Dans un premier temps, le ministère de la Culture s'est illustré par sa réactivité en débloquant un plan d'urgence de 5 millions d'euros pour le secteur du livre dès mars 2020. Lors de ses séances des 27 mars, 3 et 30 avril 2020, le CNL, directement bénéficiaire de cette enveloppe, adopte un plan d'urgence en deux volets : adapter les procédures et assouplir les conditions d'octroi des aides d'une part, et d'autre part, mettre en place des mesures sectorielles complémentaires des mesures transversales établies par le gouvernement. Mesures qui concernent les auteurs.trices, libraires francophones à l'étranger, les maisons d'édition indépendantes et les manifestations littéraires. Cette première prise de mesures s'est poursuivie par l'adoption d'un plan de relance, en séances de juillet et de septembre, après concertation avec les ministères de la Culture et de l'Économie. Les deux volets de ce plan ont consisté à proposer des mesures sectorielles à destination des librairies françaises (compensation des pertes d'exploitation et aide exceptionnelle à la modernisation des librairies, mais également à lancer des mesures sectorielles à destination des maisons d'éditions et des librairies francophones à l'étranger). Par ailleurs, le conseil d'administration du CNL a voté, le 3 avril 2020, un fonds d'aide d'urgence aux auteurs.trices de l'écrit, porté conjointement par la SGDL (Société des Gens de Lettres). Dans les Hauts-de-France, 16 auteurs ont bénéficié de ces aides destinées à compenser mensuellement des pertes de revenus constatées en 2020 par rapport aux revenus mensuels moyens des années précédentes. Du côté des maisons d'édition, 2 éditeurs locaux ont bénéficié du dispositif pour un montant total

de 9 000 €. En ce qui concerne les manifestations littéraires et, en vue d'agir indirectement en faveur des auteurs, de leur statut et de leur stabilité, la DRAC Hauts-de-France a, conjointement avec le CNL, maintenu son soutien afin de permettre la rémunération des auteurs.

À l'automne 2020, le plan de relance comportant un fonds de soutien exceptionnel aux librairies françaises (accompagné d'une nouvelle subvention à la modernisation), ainsi qu'une subvention exceptionnelle à la relance des maisons d'édition, s'est structuré de manière conjointe entre le CNL et la DRAC Hauts-de-France. Le CNL a versé une aide couvrant 80 % de leurs pertes, tandis que le Conseil régional a voté un complément de 20 % afin que les charges fixes soient couvertes à 100 %. Ainsi, 63 librairies des Hauts-de-France ont pu bénéficier de ce fonds de soutien pour un montant total de 570 951€. De même, la DRAC Hauts-de-France a débloqué 81 329 € pour soutenir, en complément du CNL, les projets de modernisation de certaines librairies. Enfin, en ce qui concerne les maisons d'édition, c'est probablement le secteur qui a demandé le plus de concertations et d'échanges de terrain. La DRAC et le Conseil régional ont échangé de manière approfondie afin d'adapter ce dispositif à l'échelle régionale et de débloquer un soutien financier plus important si nécessaire. 24 maisons d'édition indépendantes ont ainsi été soutenues dans le cadre de ce dispositif. La Région Hauts-de-France a, ainsi que le rappelle Cécile Hautière, chargée de mission livre au service de la création artistique et des pratiques culturelles du Conseil régional, également, lancé un Fonds de Soutien à l'Économie du Livre (FSEL) et un Fonds de Soutien aux Artistes-Auteurs (FSAA) dans le but de sauvegarder l'emploi et de maintenir la vitalité artistique au niveau local.

Ces mesures, comme l'énonce Jacques Sauteron, conseiller livre et lecture à la DRAC Hauts-de-France : « montrent que l'État n'est pas dans sa tour d'ivoire à Paris. Il y a eu une véritable manifestation de coordination et de dialogue qui a débouché sur une adaptation réelle aux demandes locales. Le service public a montré tout son intérêt ! » À l'initiative de Roselyne Bachelot, les états généraux des festivals, ouverts à l'automne 2020 en Avignon, ont d'ailleurs intégré dès leur lancement une réflexion sur les festivals et manifestations littéraires. Tous les systèmes comportent des failles, surtout ceux structurés dans l'urgence. En effet ; des auteurs .trices, des traducteurs .trices, des maisons d'édition, des événements littéraires et des libraires estiment être passé.e.s à travers les mailles du filet. Cependant, la crise sans précédent qui secoue le monde et, par rebonds, le monde du livre, souligne l'importance des institutions et leur efficacité lorsqu'une concertation a lieu et qu'un travail commun est mené. S'il reste encore beaucoup de paramètres à affiner, à simplifier, à adapter aux situations singulières, l'exemple du dialogue et leur rôle de référents pour les professionnel.le.s sur les territoires en difficulté est à retenir.



**REGARDS À
L'INTERNATIONAL**

Une situation sur la même longueur d'ondes à l'échelle européenne...

Les observations européennes sur les maisons d'édition et les librairies, contenues dans le rapport de la Fédération des Éditeurs Européens (Federation of European Publishers ou FEP), font état des mêmes grandes tendances : reports massifs des publications (75 % de reports de parution en Grèce, par exemple, 87 % en Bulgarie) baisses considérables des ventes en librairies (75 % en Italie, 78 % au Portugal, 85 % en Roumanie avec une fourchette globale comprise en 75 % et 95 % dans les pays soumis au confinement), annulation des événements publics, de la lecture en librairie au salon (donc un effet préjudiciable pour les éditeurs.trices, auteurs.trices et traducteurs.trices, notamment), recherche de solutions entre proximité et débrouille dans un premier temps (achat sans contact à la porte de

la librairie), puis valorisation des ventes en ligne par la suite. Dans les Flandres, les ventes en ligne ont connu 52 % d'augmentation en mars, pour atteindre 180 % en avril. En Roumanie, la vente en ligne représentait encore 40 % des ventes en juin. En France, les ventes ont doublé, voire triplé pour certains libraires, et en Italie, les librairies qui avaient réussi à construire un positionnement en ligne ont connu une baisse moindre de chiffre d'affaires (71 % contre les 85 % observés sur le secteur). Si les 4 principaux marchés du livre – Allemagne, France, Italie, Espagne –, ont connu des revers brutaux, les pays avec des marchés plus restreints n'ont pas été épargnés non plus. Une lecture plus en détail de la synthèse révèle le point auquel les mécanismes à l'œuvre dans les chaînes du livre des pays membres de l'Union

Européennes sont similaires à ceux que nous observons en France, voire même parfois plus graves encore. Ainsi, au Danemark, si les librairies sont restées ouvertes (avec une baisse des ventes autour de 30 %), l'une des plus importantes et anciennes chaînes de librairies, Arnold Busck, a fait faillite. En Norvège, où les librairies étaient également ouvertes et ont observé une baisse de 4,6 %, ce sont 80 % des éditeurs qui ralentissaient ou stoppaient leur activité, et la moitié s'est vue obligée de licencier des effectifs.

Comme en France, les effets profonds du lien entre la fermeture des librairies et les bouleversements dans la chaîne de publication des éditeurs mettront du temps à se mesurer pleinement. Les effets de la crise sont attendus à moyen terme et placés sous le signe de la plus grande incertitude et, hélas, de la plus grande fragilité. À titre d'exemple, en Grèce, les ventes de livres annuelles devraient baisser de 10 à 30 %, en Italie, particulièrement touchée par la crise, c'est 20 à 30 % du marché total du livre qui devrait s'effondrer. Un bilan assez sombre alors que la lecture a connu un bond de 33 % à l'échelle mondiale. Aux yeux de la FEP, une telle crise ne se

manifeste pas seulement sur le plan économique : les répercussions sur la circulation de la culture à l'échelle européenne sont extrêmement graves pour la diversité et la créativité, donc pour la cohésion sociale en général.

De son côté, le Conseil des Écrivains Européens, (European Writer's Council ou EWC) s'est concentré sur ce qu'il désigne comme « la source et l'origine de toute la chaîne du livre », à savoir les auteurs.trices et les traducteurs.trices. Ce sont 33 organisations de 24 pays qui représentent 128 000 personnes œuvrant dans 27 langues qui ont été sollicitées. Leurs premières observations rejoignent, elles aussi, celles faites en France, et plus spécifiquement encore celles faites dans les Hauts-de-France. Trois points de réflexion apparaissent :

1. les conséquences de cette crise vont directement menacer la diversité de la littérature Européenne ;
2. les activités en ligne ont besoin d'un cadrage et d'une législation en faveur des auteurs.trices ;
3. les free-lances, en grand nombre parmi les auteurs.trices et traducteurs.trices, passent trop facilement à travers les cadres des programmes d'aides. L'enquête parvient elle aussi, dans

la plupart de ses grandes lignes, aux mêmes conclusions que celles observées en France sur la situation de précarité des auteurs.trices et traducteurs.trices, sur la nécessité de proposer des initiatives qui prennent en compte leur précarité et leur fragilité. Une fois ces constats posés, le tableau n'est pas totalement sombre et de belles initiatives ont émergé dans différents pays : en Croatie, l'État a apporté des subventions aux événements annulés, en Finlande, les free-lances ont pu demander le chômage, en Slovénie, un genre de revenu universel a été instauré pour les free-lances et artistes pendant le confinement... Par ailleurs, de nombreuses pistes de réflexions sont lancées par l'EWC avec notamment un plan d'action en trois temps (court, moyen et long terme) qui propose de poser un cadre légal de rémunération des activités en ligne, d'apporter des aides pour les pertes passées et à venir, de rémunérer chaque intervention (y compris en librairie ou en établissement scolaire), de lutter contre le piratage de livres numériques et audio, de soutenir le développement d'événements en ligne et enfin, de soutenir les initiatives régionales

(notamment les éditeurs.trices et librairies indépendantes).

Le programme européen de soutien à la création littéraire (entre autres), Creative Europe, est actuellement en mutation afin de pouvoir apporter des soutiens forts et concrets à la diversité littéraire européenne et à sa structuration. Devant les dangers économiques qui menacent la chaîne du livre et par rebonds, la création littéraire dans sa globalité, la Commission Européenne a décidé d'augmenter de 50 % le budget de Creative Europe pour le programme 2021-2027. S'il est clair que chaque situation est unique compte tenu des modèles économiques, culturels et sociaux à l'œuvre dans chaque pays de l'Union Européenne, il semble néanmoins évident que les similitudes observées aillent en faveur d'une remise en question générale et d'une recherche de nouveaux modèles, à l'instar des réflexions menées dans les Hauts-de-France. Territoire diversifié et connecté aux mouvements européens, la région s'inscrit, dans ses difficultés comme dans ses recherches de solutions, dans la mouvance Européenne.

... et à l'échelle internationale

A l'international, l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants, présidée par Laurence Hugues et qui regroupe 750 éditeurs indépendants dans 55 pays du monde, fait état des mêmes grandes lignes. Structures fragiles caractérisées par une politique éditoriale pointue et un équilibre économique délicat, elles subissent toutes les effets de la pandémie selon des données similaires. En Amérique latine comme en Afrique ou à Haïti, l'annulation des événements littéraires représente un manque à gagner considérable : fermeture prolongée des librairies ou encore dettes imprimeurs / créateurs et compromission des programmes de parution. L'Alliance a été en mesure de constituer un fonds de solidarité qui a permis de soutenir 34 maisons d'éditions dans 24 pays. Laurence Hugues rappelle que, « dans la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique francophone, il n'y a pas d'aides de l'État, même lorsque les achats publics et scolaires sont suspendus ». Comme

en France, les recherches de solutions de survie se tournent vers le numérique : stratégie de promotion des *e-books* via les réseaux sociaux et commercialisation en ligne. Compte tenu de la fragilité économique accrue de certaines maisons d'édition, la modernisation des sites de vente peut entraîner la mise en danger de la structure. C'est le cas au Chili, par exemple, où une petite maison a perdu 60 % de ses ventes en raison de l'annulation des événements et où l'investissement dans la boutique en ligne rend impossible la publication des trois titres prévus pour 2021. Au Togo, une maison vend 90 % de ses livres à l'extérieur du continent africain, mais les restrictions de voyage ont gelé les ventes et leur circulation. En RDC, c'est la chute du franc congolais face au dollar qui a affaibli le pouvoir d'achat et impacté les maisons d'édition locales. Pour ces maisons d'édition indépendantes, situées en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, 2021 sera, pour elles aussi, une année charnière.

Focus traducteurs.trices

Au niveau européen, il apparaît qu'ils et elles sont les grand.e.s perdant.e.s des programmes de soutien à l'économie du livre. Les traducteurs.trices travaillent souvent avant d'être rémunéré.e.s (30 % de la littérature européenne est traduite) et sont ainsi contraint.e.s, même en temps « normaux », de cumuler les sources de revenus potentiels pour parvenir à un certain équilibre financier. Comme les auteurs.trices, beaucoup équilibrent leurs revenus par des lectures, de la modération, de l'édition, des interventions diverses, des cours... Or, leur secteur est doublement affecté : par l'annulation et report des manifestations littéraires et événements, comme les auteurs.trices, mais aussi par les conséquences des reports de publications, qui commencent à apparaître concrètement. Reports de titres, baisse des publications, moins d'achats de droits étrangers... 66 % des traducteurs.trices s'attendaient à de nouvelles baisses de revenus à l'horizon 2021.



**SORTIR DE LA CRISE :
REPENSER
LES RELATIONS,
ÉTABLIR DE NOUVEAUX
PARADIGMES**

Entre incertitudes, menaces et initiatives inédites

Devant l'ampleur de la crise et sa durée, aucun maillon de la chaîne du livre n'a été épargné. Domino, effet boule de neige, tsunami, onde de choc... les qualificatifs sont multiples, mais tous portent, à différents niveaux, une connotation de violence et de brutalité qui ne rend qu'en partie compte de la réalité. Plus d'un an après la première étape, celle du premier confinement, le secteur du livre est fatigué, désorganisé, désabusé. À la menace économique nationale s'ajoute l'incertitude générale autour des habitudes de vie, donc de consommation des lecteurs.trices. Pourtant, le paysage du livre dans son ensemble s'est déjà modifié, se modifie encore et continuera à se modifier sur les prochains mois. Les différents impacts de cet arrêt brutal au printemps 2020 mettront, pour les plus petites structures, plusieurs mois encore à prendre concrètement forme. Comment, dans ce sens, s'adapter à des dangers incertains, dépendants de mesures

souvent contradictoires, et aux conséquences inconnues ? Comment s'adapter sans connaître la réalité des menaces du maillon précédent ou suivant ? La crise met en lumière l'interdépendance des métiers et des structures, mais pointe également un profond dysfonctionnement dans les mécanismes même de cette chaîne. Auteurs.trices, traducteurs.trices, correcteurs.trices, attaché.e.s de presse, éditeurs.trices, libraires, organisateurs.trices d'événements, diffuseurs, distributeurs, imprimeurs travaillent à la réalisation du livre, mais sans connaître sur le fond les enjeux propres à l'un ou l'autre des secteurs. Une quadrature du cercle qui fait apparaître avant tout la nécessité d'unifier et de professionnaliser les acteurs.trices du livre afin d'offrir une véritable cohésion devant des crises de dimension sanitaire et économique et, en prolongement, une meilleure défense de la littérature et des livres publiés par les éditeurs.trices, spécifiquement régionaux.

La bibliodiversité en question

Parmi les menaces concrètes qui accompagnent la pandémie de Covid-19 sur le plan économique et culturel, se tient celle de la bibliodiversité. Quand Hachette, Madrigal et Interforum annoncent une croissance de + 6 en 2020, il est logique de déduire que les client.e.s des librairies ont acheté plus de livres. Mais quels livres ? De quelles maisons ? Avec quelle démarche ? Quelle curiosité ? Quel espace pour le conseil de libraire ? Les librairies, menacées économiquement, ont, pour beaucoup, fait le choix de la sécurité en proposant des titres phares, édités par des maisons importantes, et leur choix se comprend aisément. Dans un contexte de survie, il est logique d'aller à l'essentiel : ce qui se vend facilement. Or l'échange, le partage, le dialogue qui tissent les liens entre libraires, éditeurs.trices et lecteurs.trices ont de moins en moins leur place. La politique des « grosses » maisons peut par ailleurs se questionner. Aux prises de parole et aux belles promesses a rapidement succédé une occupation du secteur par la quantité, luxe aisé lorsque Madrigall, par exemple, a invité LVMH dans son capital en 2013 et bénéficie donc d'une certaine sécurité financière.

Selon Julien Delorme, directeur commercial des éditions La Peuplade, « Ce sont les petites et moy-

ennes structures qui ont tenu la promesse de la baisse des titres. Et elles qui sont aujourd'hui en difficulté, même si les difficultés ne font que commencer pour certain.e.s vu que nous rentrons, depuis le mois d'avril, dans la période de remboursement des emprunts. » Au cours du premier confinement, les éditeurs.trices indépendant.e.s ont commencé par « sauver les meubles avant de se poser des questions. Ils n'en avaient pas la possibilité », explique Julien Delorme. Ce qui l'inquiète, à moyen et long terme, se trouve dans la politique développée par les éditeurs majeurs depuis : « Le pire des mauvaises pratiques est en train de revenir. Les grandes structures prennent des parts de marché énormes sur les segments. Ils n'hésitent pas à créer des maisons pour les occuper, le plus souvent au détriment de maisons de taille réduite qui y sont déjà. »

Si, par ailleurs, les manifestations et événements continuent à ne plus pouvoir se dérouler « comme avant », avec stands d'éditeurs et libraires, espaces de dédicaces auteurs et d'interactions entre les lecteurs et les professionnels, quels seront les moyens concrets pour développer un lectorat, pour faire découvrir un catalogue de maison d'édition indépendante, pour conseiller

des titres à des lecteurs.trices curieux, pour rencontrer des auteurs.trices ? Quels seront les espaces de dialogue entre auteurs.trices, pour qui les salons et événements sont des lieux privilégiés d'échanges ? Si l'échange autour de la culture, le partage qui découle du contact humain, le dialogue devait ne plus avoir lieu, comment assurer la diversité du milieu éditorial français ? De nombreuses maisons de petite et moyenne envergure sont menacées, certaines risquent de fermer, d'autres d'être rachetées. Très implantée en régions et particulièrement dans les Hauts-de-France, l'édition indépendante ou « petite édition » se voit donc prise entre plusieurs feux des plus menaçants. En dehors des considérations économiques, une autre problématique s'élève : celle du sens. Les éditeurs.trices du secteur indépendant sont portés.e.s par la passion qu'ils.elles vouent à leur métier, cet investissement personnel qui caractérise le secteur et explique une partie de son dynamisme et de son foisonnement. Cependant, le 8^e baromètre élaboré par la Société civile des auteurs multimédia (SCAM) avec le concours de la Société des gens de lettres (SGDL) publié le 9 mars 2021 fait état d'un fort taux d'insatisfaction de la part des écrivain.e.s. 31% rapportent entretenir des

relations non satisfaisantes avec leurs éditeurs.trices. Qu'il s'agisse de la lisibilité des contrats, des versements de droits d'auteur, ou encore de la communication apportée à leur titre, leur mécontentement est en hausse (+7 par rapport à 2018). Il est à craindre que la situation actuelle ne tire pas ces observations vers le haut.

Une fois ces éléments posés, ces constats effectués, quelles pourraient être les solutions permettant d'aller au-delà de la survie ? De passer les étapes de l'urgence et de dessiner un secteur plus solide, plus unifié ? Nombreux sont les professionnels, comme Vincent Lahoche, à penser qu'il vaudrait mieux « adapter plutôt que réinventer » la filière du livre, qu'il s'agisse de la diffusion, mais également de la distribution ou même de l'édition à proprement parler, au niveau national bien sûr, mais également régional. Adapter, écouter, travailler en concertation pourraient faire partie des grandes lignes de réflexion à envisager pour consolider un secteur qui sera durablement impacté par la pandémie et les confinements.

L'écosystème du livre et son environnement

Des pistes de réflexion existaient déjà avant la crise et les confinements, notamment avec une interrogation lancée autour de l'écologie du livre, avec une recherche de « relocalisation » des compétences, de rapatriement des savoirs disséminés à l'étranger, des volontés de professionnalisation d'un secteur, de coordination, de dialogue et d'écoute. Sur le territoire particulièrement riche que sont les Hauts-de-France, des questionnements sont à l'œuvre depuis longtemps, avec l'innovation et la recherche de nouveaux rapports entre les acteurs au cœur de la réflexion. Pour François Annycke, coordinateur provisoire de l'AR2L, « il est urgent de réinterroger les bases de l'écosystème du livre en Hauts-de-France, d'identifier ses forces et ses faiblesses pour répondre aux enjeux et défis à venir. »

L'image de la chaîne implique nécessairement une interdépendance. Or, l'une des grandes faiblesses du secteur du livre est de mal se connaître en dehors de ses compétences propres et de travailler sans véritable concertation entre les maillons. S'attacher à réfléchir entre acteurs et actrices, à une échelle locale, pourrait être

une piste à explorer. La pandémie a rappelé l'importance de la consommation de proximité, de la préservation des entreprises et commerces locaux. Pourquoi, en ce sens, ne pas imaginer la conception d'un label qui concernerait tous les professionnels du livre ? Un « *made in Hauts-de-France* » qui porterait des valeurs de localité, de savoir-faire, de coordination et réflexion locale. Les impressions à l'étranger, réalisées pour des raisons de coûts, entraînent une érosion des savoir-faire, des métiers, puis finalement leur disparition sur le territoire français. Rapatrier ces compétences, les valoriser, les transmettre serait l'opportunité d'apporter une véritable valeur ajoutée à la première industrie culturelle française (4,5 milliards d'euros pour le marché du livre). Rappelons qu'autour de 80 000 emplois sont aujourd'hui générés par ce marché et que, dans les perspectives peu réjouissantes qui sont annoncées en matière d'emploi, consolider et dynamiser une filière qui en génère ne peut être qu'une option intéressante et durable. Ces idées, en réflexion pour la plupart, pourraient voir petit à petit le jour devant l'urgence économique apportée par la crise actuelle. L'heure n'est plus aux tergiversations et conflits, et des tendances fortes émergent.

La localité, en dehors de présenter de nets avantages économiques, pratiques et culturels, ouvre la porte à une réflexion plus globale qui est celle de l'écologie. Les questions écologiques sont désormais au cœur des développements de plusieurs secteurs et celui du livre se voit pleinement concerné, notamment avec les questions de surproduction et de délocalisation. Anaïs Massola, libraire et fondatrice de l'Association pour l'écologie du livre (qui a vu le jour en 2019), parle d'un besoin de « changement de paradigmes culturels ». Une notion qui amène à s'interroger sur les mécanismes à l'œuvre, à les observer : « Il y a encore l'idée de produire pour la bonne cause dans une espèce de « bien-pensance » un peu hors sol. Le livre est une industrie, gagnée par les mécaniques du capitalisme. En ce sens, la question de l'écologie au sens large prend du temps à faire son chemin dans les esprits et encore plus dans les pratiques. » « Écologie », dans le sens entendu par l'association, ne signifie pas seulement « environnement ». Si la question des pratiques ayant un impact direct sur la planète est évidemment pris en compte (coût carbone d'un livre, de ses papiers, de l'origine des pâtes qui les composent...), la définition première

du mot « étude des milieux où vivent les êtres vivants, ainsi quelles rapports de ces êtres avec le milieu » est pleinement incarnée. Ce sont bien les rapports des intervenant.e.s avec l'univers du livre qui sont étudiés, questionnés et nourris de pistes de réflexion. « L'important, c'est également de se poser des questions sur le sens de son métier : pourquoi lire ? Quoi lire ? Comment l'éditer ? Pourquoi ne pas imaginer des mutualisations de compétences, mais aussi de programmes éditoriaux ? Des groupes de collaboration entre auteurs.trices et éditeurs.trices, sur le modèle d'une coopérative ? » insiste Anaïs Massola qui rappelle également le coût humain des économies financières. Lorsque l'association a vu le jour, elle regroupait principalement des éditeurs.trices et des libraires et, petit à petit, elle s'enrichit d'autres maillons, à l'exception des imprimeurs qui n'ont pas encore rejoint cet espace de réflexion. « Il faut se structurer véritablement en filière, réfléchir à d'autres schémas que ceux dictés par les grands éditeurs, proposer d'autres modèles », martèle Anaïs Massola qui inscrit ainsi pleinement les recherches qu'elle mène avec l'association dans la direction proposée, ou au moins imaginée, par plusieurs professionnel.le.s du secteur.

L'AR2L dans son environnement

Ainsi, le rôle des institutions comme la DRAC et l'AR2L a été démontré. Imaginer un écosystème où les acteurs de la chaîne du livre s'informent mutuellement de leurs problématiques et réflexions, et cherchent ensemble des solutions et innovations, sous la coordination d'une Agence, semble tomber pleinement sous le sens. Apporter des éléments de perfectionnement là où ils sont nécessaires, ce que l'Agence propose déjà avec des formations et des accompagnements divers destinés aux professionnels, pourrait être l'un des outils d'amélioration et de consolidation d'un secteur élargi, où les enjeux, avantages et menaces qui pèsent sur les maillons suivants et précédents seraient alors bien connus. Développer le tissu local à travers la concertation, le soutien, et le partage de compétences et de données pourrait être l'un des moyens de replacer le livre en tant que bien culturel et de le sortir des atours libéraux qu'il endosse depuis plusieurs années.

Cette dynamique est d'ailleurs déjà amorcée au sein des Hauts-de-France, par l'intermédiaire du CRAC (Collectif Régional Arts et Culture)

et de ses réflexions et actions transversales au sein du monde de la culture. Collectif interfilières représentant 5 secteurs artistiques (livre, cinéma, musiques actuelles, arts visuels, spectacle vivant) et rassemblant plus de 400 structures), le CRAC travaille à une co-construction de la culture dans les Hauts-de-France. Nicola Huguenin, qui a rejoint le collectif avec Hors-Cadre depuis plus de 5 ans, explique les grandes lignes des actions menées pendant la crise sanitaire : « Nous nous sommes réunis plusieurs fois par mois pendant la crise à la recherche de pistes de travail communes. La région était tournée vers une logique de concertation, nous voulions aller plus loin en proposant une logique de co-construction ». Ainsi, les différents niveaux d'urgence entre les filières et les différents impacts de la crise ont pu être clairement identifiés et ont permis une interpellation collective de la Région et de la DRAC, ainsi que des élus en poste. C'est l'action en amont du CRAC et sa recherche de solutions collectives et inter-milieux qui ont contribué à débloquer le fonds de secours de plus de 300 millions d'euros à l'automne 2020.

Région très dynamique sur le plan culturel et *a fortiori* sur le plan littéraire (plus de 200 maisons d'éditions répertoriées par l'Agence Livre Cinéma et Audiovisuel ou ALCA, près de 600 auteurs.trices, une centaine de librairies, près de 200 manifestations littéraires), la Nouvelle-Aquitaine, avec ses 12 départements, arrive juste derrière les Hauts-de-France en terme de population. Au sujet de la gestion de la crise de Covid-19 et de son impact sur la chaîne du livre au niveau régional, Agnès Demé, directrice du livre, explique un positionnement au carrefour des enjeux : « Nos équipes ont été particulièrement à l'écoute tout au long de l'année 2020, d'une part, et ce pour la totalité des professionnel.le.s de la chaîne du livre. C'est au moment d'enclencher le renouvellement du contrat de filière, effectif jusqu'en 2023, que nous avons intégré une clause de revoyure qui nous permettra de revenir en nuances sur les évaluations du CNL et également d'anticiper les besoins et les dispositifs des maisons d'édition et des auteurs.trices ». Une mesure qui permet de répondre aux spécificités territoriales du secteur. Avec une signature en décembre 2020, ce contrat de filière est destiné à apporter des aides, des soutiens et formations aux auteurs.trices et traducteurs.trices, aux opérateurs culturels, aux maisons d'édition, aux agent.e.s, aux diffuseurs-

distributeurs et aux libraires et points de vente du livre indépendants. À titre d'exemple, le contrat de filière propose une bourse de relève à hauteur de 100 000 € pour les auteurs.trices qui ont une œuvre en cours de création ou déjà achevée et qui n'a pas pu bénéficier de la visibilité attendue en 2020 pour cause de report de publication ou d'invisibilité due aux confinements. « Nous avons choisi de nous inscrire au carrefour des moments forts de cette crise », précise Agnès Demé. Un choix qui permet d'anticiper et d'accompagner les difficultés financières qui vont émerger dans les prochains mois et qui risquent de frapper de plein fouet les maisons d'édition, en priorité, en raison des échéances de prêts et des problèmes de trésorerie. « Notre rôle est d'aider à l'investissement, au déclenchement d'avances remboursables, de garanties d'emprunt... d'apporter un travail structurel sur le long terme pour constituer une filière solide ».

L'ALCA établit également des ponts entre les compétences, en réfléchissant notamment à la mise en avant des éditeurs de la région via des capsules vidéos réalisées par des professionnels locaux. Une perspective qui prend tout son sens avec le passage au numérique de l'édition des Escales du Livre, par exemple, rendez-vous littéraire phare de la métropole bordelaise. « Nous

avons accompagné à la mutation numérique avec des ateliers, du conseil, de la force de proposition, notamment avec des pastilles, interviews, mises en avant de maisons invitées aux Escales du Livre et nous allons réitérer avec les maisons qui étaient prévues pour venir à l'édition 2021 de Livres Paris ». Autre branche, autres mesures avec l'économie du livre et des programmes de formation continue intégrés au contrat de filière. Par ailleurs, des ateliers professionnels sont également structurés afin d'apporter des réponses aux questions délicates que peuvent se poser les professionnel.le.s : un service juridique sollicité tant par les auteurs.trices que par les maisons d'édition, doublé d'un service social et fiscal plus couramment sollicité par les auteurs.trices.

Au-delà de ces indispensables initiatives structurelles et matérielles, une tendance forte émerge au sein de l'ALCA : la volonté de créer du collectif au sein de la chaîne du livre locale, de resserrer les maillons entre eux. « L'exemple de la librairie devrait rester dans les livres d'histoire : ce ne sont pas des structures individuelles qui ont adressé des demandes, c'est un collectif de grandes et petites librairies qui s'est mobilisé et a alerté le gouvernement, qui l'a entendu, ce qui est

également un message fort adressé aux territoires et au secteur de la culture. Nous avons besoin d'unité », insiste Agnès Demé, « nous devons réfléchir, et trouver, des solutions de manière collective. Aucun maillon ne fonctionne tout seul dans une chaîne ! Il nous faut structurer de manière commune, créer une véritable filière à la cohérence satisfaisante ». Devant le bouleversement de la pandémie et la remise en cause qu'elle a généré sur les mécanismes à l'œuvre, l'accélération des dispositifs d'accompagnement et des transversalités semble poser plus que des bases de réflexion de manière concertée et tournée vers l'avenir. « La période est difficile, voire très difficile pour certain.e.s, mais elle voit aussi émerger un certain nombre d'initiatives positives et prometteuses. Par exemple, nous assistons dans la région à la ré-émergence de l'Associations des Editeurs de Nouvelle-Aquitaine, l'AENA, qui fédère de plus en plus. Nous sommes en train de constater concrètement que travailler ensemble paye plus que l'individualité. Maintenant, à nous, institutions et professionnel.le.s d'entretenir ces démarches, de les prolonger et de les faire concrètement fructifier ».

Conclusion

POSER LES BASES D'UNE NOUVELLE CARTOGRAPHIE DU LIVRE : UN AXE POUR L'AVENIR ?

Dans les Hauts-de-France, vivier d'auteurs, librairies, éditeurs.trices, manifestations littéraires, les tendances font écho à celles observées à l'échelle nationale et même à l'échelle européenne. Entre réactivité et craintes, entre survie et adaptation, entre débrouille et fonds de solidarité, à son échelle, le secteur du livre dans les Hauts-de-France représente très bien les enjeux à l'œuvre pour l'ensemble des acteurs du livre. À l'aube de l'été 2021, les menaces sont désormais clairement identifiées, maillon après maillon. Cependant, comme le contexte économique et sanitaire ne cesse de connaître des revirements, il reste très

difficile pour les différents métiers d'un secteur d'envisager des solutions concrètes pour rebondir, continuer à exister, s'adapter aux nouvelles données. Après l'onde de choc, après les premiers bilans, vient le temps des questions de fond sur la nécessité de se coordonner et d'unifier les métiers en véritable filière. Les idées et ressources sont multiples, les solutions le sont également. Imaginer une valorisation des savoir-faire, une nouvelle cartographie du livre, moins chevillée à des enjeux finalement contradictoires avec l'essence même du livre, une économie qui s'articulerait localement, sont autant de possibilités à envisager de manière collective et concertée. Il ne semble pas

utopique d'imaginer consolider la chaîne par une meilleure articulation entre économie et culture, par un soutien (déjà) affiché aux structures les plus fragiles, c'est à dire les petites structures et les premiers acteurs et actrices : les auteurs.trices. L'achat de livres a augmenté de 33 % l'année dernière, la consommation est là. Se pose donc pleinement la question de l'adaptation destinée à envisager l'avenir sous de meilleurs augures. La crise liée à la pandémie de Covid démontrant qu'il est indispensable de poser de nouvelles bases, l'heure est donc à la concertation et à la réflexion destinées à valoriser tout un secteur unifié à une échelle qui n'échapperait plus au contrôle de

ses acteurs et actrices. Vecteur d'emploi autant que de lien social, de dynamisme économique autant que de richesse culturelle, le secteur du livre en France, définitivement essentiel, est riche de ses pluralités, de ses voix multiples. Région européenne, les Hauts-de-France apparaissent comme un terreau de choix pour poser, main dans la main avec les autres régions de France, les bases d'un écosystème du livre unifié et plus fort.

Rédactrice : Tara Lennart

Correctrice : Sylvie Desfavries

Conception graphique et mise en page : Céline Vano

Document coordonné par François Annycke, Nathalie Rost et Maëlle Ubico

L'AR2L Hauts-de-France remercie l'équipe présente depuis le démarrage de la crise sanitaire en mars 2020 :

François Annycke, Léon Azatkhian, Pauline Cassarin-Grand, Louis Devynck, Julien Dollet, Catherine Dupuis, Florence Flamme, Alice Ginsberg, Amandine Haslin, Lucie Jacquin, Vincent Lahoche, Solène Monnet, Véronique Pajak, Adeline Poivre, Julie Proust, Nathalie Rost, Maëlle Ubico, Nahil-Sarah Wehbé.



**AGENCE RÉGIONALE
DU LIVRE & DE LA LECTURE**
HAUTS-DE-FRANCE

L'AGENCE RÉGIONALE DU LIVRE ET DE LA LECTURE
DES HAUTS-DE-FRANCE EST UNE STRUCTURE
INTERPROFESSIONNELLE, **CENTRE DE RESSOURCES**
ET LIEU DE L'ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DU LIVRE
EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE.

DANS UNE LOGIQUE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'AMÉNAGEMENT
CULTUREL DU TERRITOIRE, L'AR2L HAUTS-DE-FRANCE,
EN S'APPUYANT SUR LES PROFESSIONNELS DE LA RÉGION,
INTERVIENT EN ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES
PUBLIQUES EN AYANT POUR OBJECTIF **LE DÉVELOPPEMENT ET**
L'ACCÈS DU LIVRE ET DE LA LECTURE POUR TOUS.

SITE D'AMIENS
La Graineterie
12 rue Dijon
80000 AMIENS
T. 03 22 80 17 64

SITE D'ARRAS
La Citadelle
Quartier des Trois Parallèles
Av. du Mémorial des Fusillés
62000 ARRAS
T. 03 21 15 69 72

contact@ar2l-hdf.fr

www.ar2l-hdf.fr

